

Une version technocratique de l'animation sociale : le B.A.E.Q.
A Technocratic version of social animation: the BAEQ
Una versión tecnocrática de la animación social: La Oficina de organización regional del Este del Québec

Jean-Marie Gourvil

Numéro 2 (42), automne 1979

Éducation populaire, culture et pouvoir

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034864ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034864ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gourvil, J.-M. (1979). Une version technocratique de l'animation sociale : le B.A.E.Q. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (2), 138–142. <https://doi.org/10.7202/1034864ar>

Résumé de l'article

Le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec a élaboré un vaste plan de développement d'une région défavorisée du Québec, caractérisée par l'importance accordée à l'animation sociale, à l'éducation populaire, à la participation des populations.

L'article met en évidence le caractère intégrateur de l'idéologie de développement mise de l'avant par le B.A.E.Q., des stratégies d'implantation de politiques modernisatrices pour le territoire concerné. L'article rapporte également les témoignages de dépossession culturelle de représentants de la population soumise à l'offensive d'aménagement du B.A.E.Q.

Une version technocratique de l'animation sociale : le B.A.E.Q.

J.-M. Gourvil

En 1968 est signée à Ottawa une entente entre le gouvernement canadien et le gouvernement québécois, établissant le financement d'un plan d'aménagement d'une des régions les plus défavorisées de la province : l'Est du Québec¹. Ce plan prévoyait notamment la fermeture de nombreuses paroisses, c'est-à-dire la destruction totale de toutes les maisons de ces villages, un déplacement organisé de ces populations vers les grands centres urbains, une restructuration de l'économie locale (fermeture des entreprises trop petites et concentration de l'activité économique dans quelques centres), enfin un zonage fonctionnel de l'espace régional : espaces de loisirs, espaces de production agricole, espaces à urbaniser...

La mise en oeuvre de ce plan technocratique qui a provoqué de nombreux remous² a été précédée par une phase d'élaboration "participative" du plan d'aménagement, de 1963 à 1966, dans le cadre du "Bureau d'aménagement de l'Est du Québec" (BAEQ).

L'expérience du BAEQ s'est en effet caractérisée par l'importance accordée par les aménagistes à l'animation sociale, à l'éducation populaire, à la participation des populations à l'élaboration du plan.

S'appuyant sur les théories du développement communautaire du P. Lebrét et du "community development" américain³, les aménagistes ont utilisé de nombreuses techniques de participation et d'animation pour provoquer, selon eux, les chan-

gements de mentalité indispensables au développement, à la modernisation de cette région.

Sans entrer dans tous les détails de l'expérience du BAEQ, nous voulons présenter quelques aspects essentiels de cette animation, véritable entreprise d'intoxication idéologique. A partir de documents de travail⁴ produits par la section d'animation sociale du BAEQ, on esquissera les contours de l'idéologie du Bureau et les techniques mises en oeuvre dans l'élaboration "participative" du plan. Puis des extraits d'un texte collectif écrit par des membres d'une paroisse luttant contre sa fermeture⁵ nous permettront de saisir la vision que certains "animés" ont eu des méthodes d'intervention du BAEQ.

Ces documents permettent de discerner les stratégies de certains groupes sociaux et les techniques de pouvoir qui peuvent être baptisées : animation sociale, éducation populaire ou même planification démocratique. A cette époque, ces techniques en sont à leurs premiers pas, le langage de leurs promoteurs est encore clair, peut-être même naïf et il est relativement aisé d'y discerner les stratégies sociales alors qu'aujourd'hui un langage plus nuancé, plus sophistiqué permet difficilement la même analyse.

Les lignes qui suivent ne sont pas une condamnation, au nom du "contrôle social", de toutes les pratiques d'animation sociale, elles ne sont qu'une analyse partielle d'une expérience. Elles veulent montrer que l'animation est une pra-

tique ambivalente, utilisée par les divers pouvoirs s'affrontant dans nos sociétés, et qu'il existe une utilisation technocratique de l'animation sociale.

L'idéologie du BAEQ

Pour les aménagistes et les animateurs du BAEQ, la planification est "la programmation rationnelle, en collaboration avec la population, d'actions décisives pour parvenir à un système plus cohérent, plus efficace entre la population, les ressources, les organismes et le territoire"⁶.

Face à ce projet de rationalisation, la situation régionale paraît aux membres du Bureau anachronique et irrationnelle. Pour le BAEQ, l'économie du territoire est essentiellement en *retard*. L'agriculture, la pêche et l'exploitation du bois sont aux mains de petites entreprises *dépassées*. Il faut donc développer une économie rentable, opérer un rattrapage, rationaliser la production. Ce qui est transformable doit être transformé, ce qui ne l'est pas devra être abandonné.

La région doit entrer dans l'ère nouvelle ; il ne faut plus soutenir ce qui meurt comme le faisaient les élites traditionnelles mais moderniser l'espace régional : *l'aménager*.

Mais le problème essentiel auquel se heurte cette volonté de modernisation est pour le BAEQ, l'état des mentalités. Les acteurs concernés par cette transformation défendent encore des valeurs périmées et des institutions archaïques. Le responsable du service d'animation, J.-C. Lebel déclare dans une interview : "C'est un problème de mentalité qui empêche la population de mettre en oeuvre l'économie pouvant produire les biens auxquels aspire la population..."⁷.

Le Bureau va donc au cours de la recherche concrétiser cette position en dénonçant les traits essentiels de cette culture ancienne à bannir et en prônant ceux d'une culture nouvelle, moderne à promouvoir.

A propos de l'exploitation agricole familiale, par exemple, on retrouve dans les documents produits par le BAEQ une condamnation de ce mode d'agriculture où l'on vit au rythme de la famille et des semailles. L'agriculture moderne doit être le fait d'entreprises agricoles où l'on gère des

ressources et du travail, où l'on applique des techniques de pointe sans préoccupation familialiste. "Une évolution de l'étroit rapport ferme-famille aiderait à éliminer les barrières psychologiques au progrès de l'agriculture et à redéfinir le système de valeurs de la population..." déclare encore J.-C. Lebel. La famille moderne doit dissocier l'emploi de la vie familiale, elle doit être mobile.

A propos de l'attachement aux lieux, le BAEQ déclare son opposition au "localisme". L'esprit de paroisse doit disparaître au profit d'une dimension régionale, d'une vision plus large des problèmes qui concernent le territoire d'aménagement. Ainsi les anciennes pratiques politiques doivent disparaître, les élus locaux soucieux de défendre leur comté doivent faire place à une nouvelle génération de leaders capables de prendre en compte les problèmes de la région tout entière face au pouvoir central.

Enfin s'opposant à la tentation d'un repli sur la paroisse et le monde rural, le Bureau vantera les mérites de *la ville*. L'homme ancien vit à la campagne, l'homme moderne vit en ville où il peut avoir accès à de multiples services et à des biens de consommation divers.

Pour le BAEQ, l'évolution des mentalités est la condition indispensable du développement. L'animation sociale et la formation des adultes deviennent les moyens privilégiés de cette évolution. Pour en finir avec les structures sociales archaïques et l'ancienne mentalité, l'animation devra apporter à tous les moyens de se former et de participer au changement. L'expérience terminée, le responsable de l'animation déclarait : "Cette méditation collective commença peu à peu à créer un climat régional nouveau... cette action concertée soutenue par les citoyens conduisit à une révision en profondeur de l'idéologie dominante de la société et à un réajustement de l'équilibre social et politique..."⁸.

Les pratiques d'animation

Une fois précisée l'idéologie du BAEQ et la place essentielle que jouent dans son intervention l'animation et la formation, nous présentons certains aspects des pratiques d'animation du Bureau.

Dès octobre 1963, sous la direction de J.-C. Lebel, les animateurs entreprennent la formation de comités locaux.

Ces comités locaux ont été l'un des éléments essentiels de l'animation sociale et du processus de participation du BAEQ. L'objectif du Bureau était de créer dans chacune des paroisses du territoire (plus de 200) un comité local de développement dont la fonction serait de recenser les besoins de la population puis, ensuite, de discuter les esquisses de solutions proposées par les planificateurs. Les aménagistes et les animateurs envisageaient même de faire participer activement les comités locaux à la réalisation du plan si celui-ci était accepté et subventionné par les pouvoirs publics.

Dans les documents de travail produits par la section animation, le processus de constitution des comités est clairement précisé. Pour former un comité local, il est conseillé à l'animateur d'aller voir le curé et de lui demander de convoquer une assemblée publique. Notons qu'ici s'arrête la collaboration du clergé à l'animation sociale; un programme spécifique du BAEQ, animé par un Père dominicain, aura pour objectif de persuader le clergé séculier de laisser la population "prendre sa vie en main" et de ne pas se préoccuper de ces "affaires profanes"⁹.

A cette première assemblée, l'animateur professionnel explique le sens de la recherche-action en cours et de la planification future. Il doit également former le comité local dont la composition se fait selon les catégories socio-professionnelles caractéristiques de la paroisse.

Avant de convoquer la seconde assemblée, il doit visiter chacun des membres du comité constitué pour déterminer leur attitude face à l'aménagement : confiant / sceptique / aucune confiance / contre. Il doit déterminer également les personnes susceptibles d'être élues comme responsables du comité à la prochaine assemblée, notamment au poste d'animateur bénévole, cheville ouvrière du comité. Il doit après cette série d'entretiens constituer un sociogramme pour évaluer les jeux de relations et le profil des candidats les mieux placés.

Pour choisir l'animateur bénévole, l'animateur du BAEQ confronte les candidats potentiels au profil du candidat idéal "objectivement défini"

(sic) par le Bureau. Idéalement ce doit être : un homme de 35 à 45 ans, résidant depuis longtemps dans la paroisse, plus instruit que la moyenne de la population, confiant dans l'aménagement, n'étant pas organisateur politique et n'appartenant pas aux notables locaux.

Lors de la deuxième séance, l'animateur du BAEQ doit procéder à l'élection des responsables du comité. Les documents de travail de la section animation précisent que l'animateur professionnel doit "faire passer son homme" (sic) au poste de secrétaire du comité-animateur bénévole.

Une fois l'élection faite, l'animateur professionnel expose les tâches qui attendent ce comité et lui propose un calendrier.

La phase suivante de l'animation sociale du BAEQ est centrée sur la formation des nouveaux leaders locaux. De novembre 1964 à août 1965, plus de 1000 animateurs bénévoles ont suivi des sessions intensives de formation à l'aménagement. Devenus conscients des objectifs de la planification et initiés aux méthodes d'animation, ces leaders locaux devront être capables, une fois retournés dans leurs comités, de diffuser l'information et de faire naître la nouvelle mentalité nécessaire au développement. Informés sur les conceptions "scientifiques" de l'aménagement, les nouveaux leaders bénévoles pourront alors développer d'autres comportements. "C'est par l'adoption de comportements plus rationnels que les leaders d'aménagement seront différents des leaders traditionnels" précise un document de la section animation.

Parallèlement à cette formation des leaders, un important programme de formation des adultes devait permettre à toutes les personnes peu scolarisées ou sans formation professionnelle de participer à des cours donnés souvent par des personnes issues du milieu. Cette formation de base qui faisait miroiter une promotion sociale possible, devait faciliter la réinsertion sociale des personnes qui seraient déplacées ou qui changeraient d'emploi au moment de l'aménagement lui-même.

Les acceptations et les refus

Face à cet important dispositif d'animation, il faut rendre compte des réactions et des résistances de la population. Le document intitulé "*Si Saint-Jean de Cherbourog m'était conté*"¹⁰, écrit par un groupe de personnes résidant dans l'une de ces paroisses appelées à être rasées, montre bien les attitudes de la population face à l'animation. Un chapitre intitulé "Le Bureau de déménagement de l'Est du Québec"¹¹ nous livre ces témoignages :

"Dans les années soixante, quand ils ont commencé à organiser leur Plan d'aménagement, c'est là que les casse-tête sont arrivés... Au début, on a entendu parler d'un Plan d'aménagement pour aider le monde, les colons à s'organiser, à s'installer pour vivre, avoir moins de misère, et ci et ça... Nous on y croyait à l'aménagement, on a commencé à se faire une association pour s'en occuper..."

"Au commencement du BAEQ, ils venaient faire ici des assemblées... et nous demandaient qu'est-ce que vous attendez du BAEQ... Mais d'une assemblée à l'autre ils commençaient à faire miroiter aux hommes puis aux femmes comme ils seraient bien en ville... comme ça serait beau s'ils étaient dans des logements à loyer modique..."

Un autre témoin est tout aussi explicite :

"Au tout début, il n'était pas question de fermeture de paroisse, non, non, ça a pris plusieurs années avant qu'on se rende compte que c'était la fermeture qui s'en venait. Ils ont dit que l'agriculture ici c'était pas vivable, qu'il faudrait trouver un plan pour que le monde vive. Pour faire leurs enquêtes, ils sont passés trois fois, quatre peut-être. C'était rare, ceux qui disaient qu'ils étaient pour la fermeture de la paroisse. On était tous pour avoir de l'ouvrage, pour travailler ici..."

"Les gens d'ici arrivaient avec des plans, eux autres, pour pouvoir vivre dans Saint-Jean. Ils leur demandaient leurs idées. Les gars du BAEQ leur faisaient pour réponses : "pour-

riez-vous vivre avec ça... il y a de belles terres ailleurs. Vous seriez proche des écoles pour vos enfants..."

Un dernier extrait montre bien la nature des pratiques d'animation :

"On nous avait demandé comment on entrevoyait l'avenir, nous autres sur notre terre. On avait répondu comment on l'entrevoyait, avec quoi on voulait vivre... Mais ça a été mis au panier. Les plans qu'on donnait on ne les revoyait jamais. Et à toutes les assemblées ils revenaient avec : "Qu'est-ce que vous attendez de nous autres?". C'est là que le monde s'est dit : "Qu'est-ce qu'on attend d'eux autres?" "Mais qu'est-ce qu'ils viennent faire ici, pourquoi ils sont payés?" Il a eu un soir où ils ont bien manqué de prendre la porte. Le monde était écoeuré. On a commencé à se rendre compte, malgré qu'on était fou, qu'on avait encore un petit peu de bon sens. Il fallait se défendre contre eux, qui, d'après notre idée, étaient payés exprès pour nous décourager..."

La population subit cette pression idéologique parce que dans le milieu lui-même, le BAEQ a trouvé des relais efficaces pour transmettre sa vision des problèmes. La population semble bien voir le rôle rempli par les animateurs bénévoles :

"Dans les assemblées, ils choisissaient du monde pour parler à leur place, des intermédiaires pour que ce soient eux autres qui disent leur affaire..."

Beaucoup sont partis dès le BAEQ et d'autres au moment de l'application de l'entente de 1968 vers Québec et Montréal. Mais certains sont restés dans les paroisses et ont résisté à leur fermeture.

En fin de compte, cette vaste expérience d'animation n'a pas produit un plan exprimant les vœux de la population, mais un plan de type technocratique que l'opération d'intoxication idéologique n'a pas réussi pourtant à faire totalement accepter par la population. Aujourd'hui encore, de nombreux mouvements agitent l'Est du Québec.

Jean-Marie Gourvil
Université de Montréal

NOTES :

¹ L'Est du Québec comprend trois régions éloignées de Montréal et Québec : la Gaspésie, le Bas du Fleuve et les Îles de la Madeleine.

² Voir à ce sujet notamment JOBIN, Pierre, « Le pouvoir régional en question » *Possible*, II, 2-3, 1978, pp. 65-75, et ROBERT, Lionel, « L'espace et l'État », *Critères*, 23, Automne 1978, pp. 231-259.

³ Voir LEBEL, B., « Notes sur l'animation sociale du BAEQ », *Parti pris*, mai 1966, p. 10.

⁴ On a utilisé d'abord une interview vidéo du responsable de l'animation sociale, J.-C. Lebel, faite par le département de science politique de l'Université Laval. Puis un recueil de documents divers circulant à l'intérieur du Bureau (comptes-rendus, directives de travail, etc.). Deux textes semblent les plus typiques : un rapport de J.-C. Lebel de janvier 1964 :

« Précisons les objectifs et les méthodes de travail », et un court document : « Recherche sur la participation de la population dans les comités locaux », non daté.

⁵ *Si Saint-Jean de Chébourg m'était conté*, 1977, ensemble de témoignages publiés à compte d'auteurs par un petit groupe de résidents de St-Jean.

⁶ Document de la section animation, « Le cahier jaune », cité par M.-A. Morenci, *Stratégies décisionnelles : le BAEQ*, Maîtrise de sociologie, Université de Montréal, 1971, p. 145.

⁷ Interview de J.-C. Lebel, voir note 4.

⁸ *Ibid.*

⁹ Voir Annexe technique à *L'Esquisse du Plan du BAEQ*, n° 23.

¹⁰ *Op. cit.*

¹¹ *Op. cit.*, p. 80 à 93.